

Le numérique, un péril pour la démocratie

TECHNOLOGIES On peut avoir la démocratie, on peut avoir une société de surveillance, mais on ne peut pas avoir les deux, plaide la sociologue et professeure à Harvard Shoshana Zuboff, dans une longue tribune parue dans le «New York Times» et que «Le Temps

Le Temps · 14 mai 2021 · 1 · SHOSHANA ZUBOFF | shoshanazuboff SHOSHANA ZUBOFF SOCIOLOGUE

Après l'assaut du Capitole à Washington le 6 janvier dernier, la célèbre sociologue Shoshana Zuboff fait paraître une tribune retentissante dans le «New York Times»



- Dans la foulée de son livre «L'Age du capitalisme de surveillance», elle y dépeint le danger mortel que le numérique fait courir à la démocratie
- L'affaire n'est pas purement américaine. De ce côté-ci de l'Atlantique, les mêmes sociétés Facebook ou Google nous pistent et vendent nos données
- Afin de lancer le débat sur la question du vol de notre vie numérique et des manipulations qui en découlent, nous avons traduit et nous publions ce texte qui fait date

«C'était il y a vingt ans. Le gouvernement américain laissait entrer dans sa démocratie et par la grande porte les toutes nouvelles sociétés du Net de Californie, allumant même un gentil petit feu pour les accueillir. Par la suite, une société de surveillance s'est épanouie, née des besoins distincts mais complémentaires des agences de renseignement publiques et des sociétés internet privées, toutes rêvant de parvenir à la connaissance totale de l'information. Vingt ans plus tard, le feu a bondi hors de l'âtre et le 6 janvier, il a menacé de brûler le foyer de la démocratie.

Cela fait quarante-deux ans que j'étudie l'essor du numérique comme moteur économique de notre transformation en une civilisation de l'information. Ces deux dernières décennies, j'ai observé les conséquences de cette surprenante fraternité politico-économique alors que les jeunes entreprises du Net se transformaient en empires de la surveillance, alimentés par des architectures mondiales qui surveillent, analysent, ciblent et prédisent le comportement, ce que j'appelle le capitalisme de surveillance. Grâce à leurs capacités de surveillance et aux profits qu'ils en tirent, ces nouveaux empires ont réalisé un coup d'Etat épistémique (un coup d'Etat basé sur la puissance donnée par cette nouvelle organisation du savoir, NDLR) fondamentalement antidémocratique, marqué par des concentrations sans précédent de connaissances sur nous et par le pouvoir incontrôlable qui en découle.

Dans une civilisation de l'information, les sociétés sont définies par la question du savoir – comment il est distribué, l'autorité qui régit sa distribution et le pouvoir qui protège cette autorité. Qui sait? Qui décide de qui sait? Qui décide de qui décide de qui sait? Les capitalistes de la surveillance détiennent désormais les réponses à toutes ces questions, alors que nous ne les avons jamais élus pour gouverner. C'est l'essence même du coup d'Etat épistémique. Ils revendiquent l'autorité de décider qui sait, en affirmant des droits de propriété sur nos informations personnelles, et ils défendent cette autorité avec le pouvoir de contrôler les systèmes d'information et les infrastructures essentiels.

La sombre tentative de coup d'Etat politique de Donald Trump surfe sur la vague de ce coup d'Etat de l'ombre, produit depuis deux décennies par ces médias antisociaux que nous avons autrefois accueillis comme des libérateurs. Lors de son investiture, le président Biden a déclaré que «la démocratie a prévalu» et a promis de redonner à la vérité la valeur et la place qui lui reviennent dans une société démocratique. Cependant, démocratie et vérité resteront extrêmement menacées tant que nous n'aurons pas vaincu l'autre coup d'Etat, celui du capitalisme de surveillance.

Ce coup d'Etat épistémique se déroule en quatre étapes.

La première est l'appropriation des droits épistémiques, qui jette les bases de toute la suite. L'origine du capitalisme de surveillance, c'est quand les entreprises découvrent qu'elles peuvent proclamer que la vie des gens est une matière première gratuite, dont elles peuvent extraire des données comportementales, et qu'elles déclarent ensuite leur appartenir.

La deuxième étape est marquée par une forte augmentation de l'inégalité épistémique, définie comme la différence entre ce que je peux savoir et ce que l'on peut savoir de moi.

La troisième étape, que nous vivons actuellement, introduit un chaos épistémique causé par l'am-

plification, la diffusion et le micro-ciblage algorithmiques d'informations corrompues, dont la plupart sont produites par des systèmes coordonnés de désinformation, le tout étant motivé par le profit. Les effets de ce chaos se font sentir dans le monde réel, où ils fracturent la réalité partagée, empoisonnent le discours social, paralysent la politique démocratique et parfois suscitent la violence et la mort.

Enfin, au quatrième stade, la domination épistémique est institutionnalisée, remplaçant la gouvernance démocratique par la gouvernance informatique du capital de surveillance privé. Les machines savent, et les systèmes décident, dirigés et soutenus par l'autorité illégitime et le pouvoir antidémocratique du capital de surveillance privé. Chaque étape s'appuie sur la précédente. Le chaos épistémique prépare le terrain pour la domination épistémique en affaiblissant la société démocratique – ce qui n'a été que trop évident lors de l'insurrection du Capitole des Etats-Unis.

Nous vivons au siècle du numérique, aux débuts de la civilisation de l'information. On peut comparer notre époque aux débuts de l'industrialisation, lorsque les propriétaires avaient tout le pouvoir, leurs droits de propriété l'emportant sur tout le reste. L'intolérable vérité de notre situation actuelle est que l'Amérique et la plupart des autres démocraties libérales ont, jusqu'à présent, cédé la propriété et l'exploitation de toutes les données numériques au système économique de surveillance privé, lequel rivalise maintenant avec la démocratie quant aux droits et principes fondamentaux qui définiront notre ordre social dans ce siècle.

Cette dernière année de misère pandémique et d'autocratie trumpiste a amplifié les effets du coup d'Etat épistémique, révélant le potentiel mortifère des médias antisociaux, et cela bien avant le 6 janvier. La reconnaissance croissante de cet autre coup d'Etat et des menaces qu'il fait peser sur les sociétés démocratiques nous obligera-t-elle enfin à admettre la vérité dérangeante qui se profile depuis deux décennies? Nous pouvons avoir la démocratie, ou nous pouvons avoir une société de surveillance, mais nous ne pouvons pas avoir les deux. Une société de surveillance démocratique est une impossibilité existentielle et politique. Ne vous y trompez pas: ce combat est un combat pour l'âme de notre civilisation de l'information. Bienvenue dans la troisième décennie.

L'exception de la surveillance

La tragédie du 11-Septembre a radicalement détourné l'attention de Washington des débats sur la législation fédérale relative à la protection de la vie privée. Etre au courant de tout est devenu une obsession, faisant des pratiques de surveillance innovantes de la Silicon Valley des objets d'intense intérêt. Comme l'a noté Jack Balkin, professeur à la Yale Law School, la communauté du renseignement «s'appuyait sur l'entreprise privée pour collecter et générer des informations pour elle», afin de s'affranchir des contraintes constitutionnelles, légales ou réglementaires: cette controverse est encore centrale aujourd'hui. En 2013, le directeur de la technologie de la CIA estimait que la mission de l'agence était de «tout collecter et de tout conserver pour toujours», reconnaissant que cela avait été rendu possible par les sociétés internet, notamment Google, Facebook, YouTube, Twitter, Fitbit, et les sociétés de télécommunications. Les racines révolutionnaires du capitalisme de surveillance sont plantées dans cette doctrine politique non écrite de l'exceptionnalisme de sur-

veillance, qui contourne le contrôle démocratique et accorde aux nouvelles sociétés internet le permis de voler l'expérience humaine et de se l'approprier.

De jeunes entrepreneurs, sans aucun mandat démocratique, se sont alors emparés d'une manne d'informations et d'un pouvoir sans limites et sans comptes à rendre. Les fondateurs de Google, Larry Page et Sergey Brin, ont exercé un contrôle absolu sur la production, l'organisation et la présentation des informations du monde entier. Mark Zuckerberg, de Facebook, a exercé un contrôle absolu sur ce qui allait devenir un des principaux moyens de communication et de consommation d'informations au niveau mondial, ainsi que sur toutes les informations dissimulées dans ses réseaux. Une population croissante d'utilisateurs a continué ses activités sans se rendre compte de ce qui se passait.

Ce permis de voler avait un prix, lié au soutien des élus et des régulateurs, ainsi qu'à l'ignorance ou à la résignation des utilisateurs. Après tout, on était en face d'une doctrine politique et sa défense nécessitait un avenir composé de manoeuvres politiques, de conciliation, d'engagement et d'investissement.

Google a montré la voie de ce qui allait devenir l'une des machines de lobbying les plus riches du monde. En 2018, près d'un sénateur sur deux a reçu des subsides de Facebook, Google et Amazon, et les entreprises continuent de dépenser des sommes record.

Plus important encore, l'exceptionnalisme de la surveillance a signifié que les Etats-Unis et de nombreuses autres démocraties libérales ont choisi la surveillance plutôt que la démocratie comme principe directeur de l'ordre social. Les gouvernements démocratiques ont ainsi perdu leur capacité à conserver la confiance de leurs citoyens, ce qui a renforcé la justification de la surveillance.

L'économie et la politique du chaos

Pour saisir l'économie du chaos épistémique, il est important de comprendre que les opérations du capitalisme de surveillance n'ont pas d'intérêt pour les faits en eux-mêmes. Toutes les données recueillies sont considérées comme équivalentes, même si elles ne sont pas toutes égales. Les opérations d'extraction se déroulent avec la discipline d'un cyclope, qui engloutit tout ce qu'il peut voir tout en restant radicalement indifférent au sens des choses, aux faits et à la vérité.

Dans un mémo qui a fait l'objet d'une fuite, un cadre de Facebook, Andrew Bosworth, a décrit ce mépris délibéré pour la vérité et le sens: «Nous connectons les gens. Cela peut être bon s'ils en font quelque chose de positif. Quelqu'un va peut-être trouver l'amour [...] Cela peut être mauvais s'ils en font quelque chose de négatif [...] Quelqu'un va peut-être mourir dans une attaque terroriste [...] L'horrible vérité, c'est que [...] tout ce qui nous permet de connecter plus de gens et plus souvent est *de facto* bon.»

En d'autres termes, demander à un extracteur de surveillance de rejeter du contenu, c'est comme demander à une exploitation minière de rejeter des conteneurs de charbon parce qu'ils sont trop sales. C'est pourquoi la modération du contenu est un dernier recours, une opération de relations publiques, dans l'esprit des messages de responsabilité sociale d'ExxonMobil. Dans le cas de Facebook, les données sont triées soit pour minimiser le risque que des utilisateurs s'en aillent, soit

pour éviter les sanctions politiques. Dans les deux cas, il s'agit d'augmenter plutôt que de diminuer les flux de données. L'impératif d'extraction s'est

En 2018, près d'un sénateur sur deux a reçu des subsides de Facebook, Google et Amazon combiné à une indifférence radicale, pour produire des systèmes qui augmentent sans cesse l'échelle de l'engagement sans se soucier de ce qui suscite cet engagement.

Je vais me concentrer maintenant sur Facebook, non parce que c'est le seul auteur du chaos épistémique, mais parce que c'est la plus grande entreprise de médias sociaux et que ses conséquences sont les plus vastes.

L'économie du capitalisme de surveillance a engendré un cyclope de l'extraction, faisant de Facebook un mastodonte de la publicité et un champ de bataille pour la vérité. Puis, un Trump amoral est devenu président, exigeant le droit de mentir à grande échelle. L'économie de la destruction a fusionné avec la conciliation politique, et tout est devenu infiniment pire.

Des études internes dans Facebook et présentées en 2016 et 2017 ont démontré des liens de causalité entre les mécanismes de ciblage algorithmique et le chaos épistémique. En Allemagne, une chercheuse a montré que les algorithmes étaient responsables de la diffusion virale de contenus clivants qui ont contribué à alimenter la croissance des groupes extrémistes. Les outils de recommandation ont représenté 64% des «adhésions à des groupes extrémistes», a-telle constaté – une dynamique qui n'est pas propre à l'Allemagne.

En mars 2018, le scandale de Cambridge Analytica attira l'attention du monde entier sur Facebook en montrant une autre image, ouvrant la possibilité d'un changement audacieux. Le public commença à saisir que son activité de publicité politique était pour Facebook une façon de faire payer l'utilisation de sa capacité à micro-cibler les utilisateurs, les manipuler et semer le chaos épistémique, faisant pivoter toute la machine de quelques degrés seulement, des objectifs commerciaux aux objectifs politiques.

L'entreprise réagit en lançant quelques modestes initiatives, promettant plus de transparence, un système de fact-checking plus robuste et une politique visant à limiter les «comportements inauthentiques coordonnés»; mais au-delà, Mark Zuckerberg céda aux exigences de Donald Trump d'accéder au flux sanguin de l'information mondiale sans entrave.

Mark Zuckerberg rejeta les propositions internes de changements opérationnels qui auraient permis de réduire le chaos épistémique. Une «liste blanche» politique fut mise en place, qui identifiait plus de 100000 officiels et candidats dont les publications étaient exemptées de factchecking, alors que des études internes ont montré que les utilisateurs ont tendance à croire les fausses informations partagées par les politiciens. En septembre 2019, l'entreprise annonça que les publicités politiques ne seraient pas soumises à la vérification des faits.

Pour apaiser les critiques, Mark Zuckerberg demanda en 2018 un audit sur les droits civils à Laura Murphy, une ancienne directrice du bureau législatif de l'ACLU [l'Union américaine pour les libertés civiles, l'équivalent de la Ligue des droits de l'homme, ndlr] à Washington. Son rapport publié en 2020 est un cri du cœur, avec un flot de mots qui témoignent de ses espoirs déçus – «découra-

gée», «frustrée», «en colère», «consternée», «inquiète», «déchirant».

Son rapport était en phase avec la rupture presque complète de la confiance du public américain dans le Big Tech. Lorsqu'on lui a demandé comment Facebook s'adapterait à un changement politique lors d'une éventuelle administration Biden, un porte-parole de la société, Nick Clegg, a répondu: «Nous nous adapterons à l'environnement dans lequel nous opérons.» Et c'est ce qu'ils ont fait. Le 7 janvier, le lendemain du jour où il est devenu évident que les démocrates allaient contrôler le Sénat, Facebook a annoncé qu'il bloquerait jusqu'à nouvel avis le compte de M. Trump.

Nous sommes censés croire que les effets destructeurs du chaos épistémique sont le prix à payer pour le droit chéri à la liberté d'expression. Non. Tout comme les niveaux catastrophiques de dioxyde de carbone dans l'atmosphère sont la conséquence de la combustion fossile, le chaos épistémique est une conséquence des opérations commerciales à la base du capitalisme de surveillance, aggravées par des obligations politiques et un rêve d'information totale vieux de 20 ans qui a tourné au cauchemar. Puis un fléau a débarqué en Amérique, transformant la conflagration des médias antisociaux en un incendie de forêt.

Un mystérieux micro-organisme

Dès février 2020, l'Organisation mondiale de la santé a signalé une «infodémie» de Covid-19: mythes et rumeurs se répandaient sur les médias sociaux. En mars, des chercheurs du M.D. Anderson Cancer Center de l'Université du Texas ont conclu que la désinformation médicale liée au coronavirus se propageait «à un rythme alarmant sur les médias sociaux», mettant en danger la sécurité publique.

Selon un article du Washington

Post datant de mars, avec près de 50% du contenu du fil d'actualité de Facebook lié au Covid-19, un très petit nombre d'«utilisateurs influents» ont joué un rôle dans les habitudes de lecture et les fils d'actualité d'un grand nombre d'utilisateurs. Une étude publiée en avril par le Reuters Institute a confirmé que les politiciens de haut rang, les célébrités et autres personnalités publiques de premier plan étaient à l'origine de 20% des fausses informations de leur échantillon, mais qu'elles ont attiré 69% de l'engagement sur les médias sociaux de leur échantillon.

Une étude publiée en mai par l'Institute for Strategic Dialogue de Grande-Bretagne a identifié un groupe de 34 sites web d'extrême droite diffusant de la désinformation sur le Covid, ou liés à des centres de désinformation sanitaire établis qui se concentrent désormais sur le Covid-19. De janvier à avril 2020, les messages publics sur Facebook renvoyant à ces sites web ont suscité 80 millions d'interactions, contre 6,2 millions pour les messages renvoyant au site web de l'Organisation mondiale de la santé, et 6,4 millions vers les Centres de contrôle et de prévention des maladies.

Une étude d'Avaaz publiée en août 2020 a révélé que 82 sites web diffusant des informations erronées sur le Covid ont atteint un pic de près d'un demi-milliard de vues sur Facebook en avril. Les dix sites web les plus populaires ont attiré environ 300 millions de vues sur Facebook, contre 70 millions pour dix grandes institutions de santé. Les modestes efforts de modération du contenu de Facebook n'ont pas fait le poids face à ses propres systèmes de machines, conçus pour le chaos

épistémique.

En octobre 2020, un rapport du Centre national de préparation aux désastres (National Center for Disaster Preparedness) de l'Université de Columbia a évalué le nombre de décès dus au Covid-19 qui auraient pu être évités. Plus de 217000 Américains étaient déjà morts. Selon cette analyse, au moins 130000 de ces décès auraient pu être évités: une tragédie. Parmi les quatre raisons principales citées, «l'absence d'obligation du masque» et «la tromperie du public», qui reflètent cette orgie de chaos épistémique lâché sur les filles et les fils de l'Amérique.

Voilà le monde dans lequel un mystérieux micro-organisme mortel a prospéré. Nous nous sommes tournés vers Facebook à la recherche d'informations. A la place, nous avons trouvé des stratégies mortelles de chaos épistémique dans l'unique but de générer du profit.

Un terrorisme épistémique

En 1966, Peter Berger et Thomas Luckmann ont écrit un petit livre d'une importance capitale, *La Construction sociale de la réalité*. Leur observation centrale est que la «vie quotidienne» que nous vivons comme «réalité», est activement et constamment construite par nous. Ce miracle permanent de l'ordre social repose sur la «connaissance du sens commun», qui est «la connaissance que nous partageons avec les autres dans la routine normale et évidente de la vie quotidienne».

Prenons l'exemple de la circulation routière: il n'y a pas assez de policiers dans le monde pour garantir que toutes les voitures s'arrêtent à tous les feux rouges, et pourtant chaque intersection ne déclenche pas une négociation ou une bagarre. C'est parce que dans les sociétés ordonnées, nous savons tous que les feux rouges ont l'autorité de nous faire arrêter, et que les feux verts nous autorisent à passer. Ce bon sens signifie que nous agissons chacun en fonction de ce que nous savons tous, avec la certitude que les autres en feront autant. Nous ne nous contentons pas d'obéir aux lois; nous créons l'ordre ensemble. Notre récompense est de vivre dans un monde où, la plupart du temps, nous arrivons à destination et rentrons à la maison en toute sécurité parce que nous pouvons faire confiance au bon sens des autres. Aucune société n'est viable sans cela.

«Toutes les sociétés sont des constructions face au chaos», écrivent Berger et Luckmann. Parce que les normes sont des résumés de notre sens commun, la violation des normes est l'essence du terrorisme – terrifiante, parce qu'elle répudie les certitudes sociales les plus évidentes. «La violation des normes rend le public attentif au-delà de celui qui est la cible de la terreur», écrivent Alex P. Schmid et Albert J. Jongman dans *Le Terrorisme politique*, un texte très cité sur le sujet. Tout le monde ressent choc, désorientation et peur. La légitimité et la continuité de nos institutions sont essentielles, car elles nous protègent du chaos en formalisant notre sens commun.

La mort des rois et les transferts de pouvoir dans les démocraties sont des moments critiques qui accroissent la vulnérabilité de la société. Les normes et les lois qui guident ces jonctions ont été établies avec un sérieux maximal, à juste titre. Donald Trump et ses alliés ont mené une campagne de désinformation clamant que les élections avaient été truquées, ce qui s'est finalement traduit par des actes de violence. Leur campagne a directement visé le point de vulnérabilité institutionnelle maximale de la démocratie américaine et ses normes les plus fondamentales. En tant que

telle, elle peut être qualifiée de forme de terrorisme épistémique, une expression extrême du chaos épistémique.

La détermination de Mark Zuckerberg à prêter sa machine économique à cette cause fait de lui un complice de cette attaque.

Comme au baseball, la réalité quotidienne est une aventure qui commence et se termine à la base, là où nous sommes en sécurité. Aucune société ne peut tout policer tout le temps, et encore moins une société démocratique. Une société saine repose sur un consensus sur ce qui est une déviance et ce qui est normal. On peut s'écarter de la norme, mais on sait ce qui en fait partie, ou pas. Sans cela, comme nous venons d'en faire l'expérience, tout s'écroule. Des démocrates buveurs de sang? Bien sûr, pourquoi pas? De l'hydroxychloroquine contre le Covid-19? Par ici! Prendre d'assaut le Capitole et faire de Donald Trump un dictateur? Oui oui, on a ça!

La société se renouvelle au fur et à mesure que le bon sens évolue. Cela nécessite des institutions de discours social dignes de confiance, transparentes et respectueuses, surtout lorsque nous ne sommes pas d'accord. Au lieu de cela, nous nous retrouvons avec le contraire, dans un monde dominé depuis presque 20 ans par une institution politico-économique qui fonctionne comme une machine à chaos en location, dans laquelle la violation des normes est essentielle pour générer du revenu.

Les plus-si-jeunes dirigeants des médias sociaux défendent leurs machines à chaos avec une interprétation tordue du premier amendement. Les médias sociaux ne sont pas une place publique, ils sont une place privée gouvernée par des machines et leurs impératifs économiques, incapables de distinguer la vérité du mensonge ou le renouveau de la destruction, et ne le désirant pas.

Pour beaucoup de ceux qui considèrent la liberté d'expression comme un droit sacré, l'opinion dissidente du juge Oliver Wendell Holmes en 1919 dans l'affaire «Abrams vs United States» apporte la pierre de touche. «Le bien ultime est mieux atteint par le libre commerce des idées», a-t-il écrit. «Le meilleur test de la vérité est le pouvoir de la pensée à se faire accepter dans la compétition du marché.» Mais l'information corrompue qui domine la place privée ne se hisse pas au sommet après une compétition libre et équitable des idées. Elle gagne dans un jeu truqué. Aucune démocratie ne peut survivre à ce jeu-là.

Que nous soyons fragiles face à la destruction du sens commun est le reflet d'une civilisation de l'information jeune et qui n'a pas encore trouvé ses marques dans la démocratie. Si nous n'interrompons pas cette économie de la surveillance et ne révoquons pas ce permis de voler qui légitime ses opérations antisociales, l'autre coup d'Etat continuera à se renforcer et à produire de nouvelles crises. Que faut-il faire maintenant?

Trois principes pour la troisième décennie

Commençons par une expérience intellectuelle: imaginons un XXe siècle sans lois fédérales pour réglementer le travail des enfants ou établir des normes pour les salaires, les heures de travail et la sécurité des travailleurs; sans droit des travailleurs à adhérer à un syndicat, à faire grève ou à négocier collectivement; sans droits des consommateurs; et sans institutions gouvernementales pour

superviser les lois et les politiques destinées à rendre ce siècle industriel sûr pour la démocratie. A la place, chaque entreprise aurait été laissée libre de décider elle-même des droits qu'elle reconnaîtrait, de ses politiques, de ses pratiques et de la manière dont ses bénéfices seraient répartis. Heureusement, ces droits, ces lois et ces institutions existent bel et bien, inventés au fil des décennies dans toutes les démocraties du monde. Mais aussi importantes que soient ces inventions extraordinaires, elles ne nous protègent pas contre le coup d'Etat épistémique et ses effets antidémocratiques.

Ce déficit reflète une tendance plus large: les Etats-Unis et les autres démocraties libérales du monde n'ont pas réussi jusqu'à présent à construire une vision politique cohérente d'un siècle numérique qui fasse progresser les valeurs, les principes et le gouvernement démocratiques. Alors que les Chinois ont conçu et déployé des technologies numériques pour faire progresser leur système de régime autoritaire, l'Occident est resté dans le compromis, et ambivalent.

Cet échec a laissé un vide là où il devrait y avoir la démocratie, et le dangereux résultat en a été une dérive de deux décennies vers des systèmes privés de surveillance et de contrôle des comportements, loin des contraintes de la gouvernance démocratique. C'est la route vers l'étape finale du coup d'Etat épistémique. Le résultat est que nos démocraties avancent nues dans la troisième décennie, sans les nouvelles chartes des droits, les cadres juridiques et les formes institutionnelles qui seraient nécessaires pour assurer un avenir numérique compatible avec les aspirations d'une société démocratique.

La civilisation de l'information n'en est qu'à ses débuts. La troisième décennie nous offre l'occasion d'égaliser l'ingéniosité et la détermination de nos prédécesseurs du XXe siècle en jetant les bases d'un siècle numérique démocratique. La démocratie est assiégée, et seule la démocratie peut y mettre fin. Si nous voulons vaincre le coup d'Etat épistémique, c'est la démocratie qui doit en être le héros.

Je propose trois principes qui peuvent aider à guider ces débuts:

1. L'Etat de droit démocratique

Le numérique doit se comporter dans la maison de la démocratie non pas comme un pyromane, mais comme un membre de la famille, soumis à ses lois et à ses valeurs et qui s'en nourrit. Aujourd'hui, le géant endormi de la démocratie se réveille enfin, avec d'importantes initiatives législatives et juridiques en cours en Amérique et en Europe. Aux Etats-Unis, cinq projets de loi complets, 15 projets de loi connexes et une proposition législative importante, chacun ayant une signification significative pour le capitalisme de surveillance, ont été introduits au Congrès de 2019 à mi-2020. Les Californiens ont salué une loi historique sur la protection de la vie privée. En 2020, la sous-commission du Congrès sur le droit antitrust, commercial et administratif, a publié une analyse importante de ce que donnerait un procès dans le cadre de la lutte antitrust contre les géants de la technologie. En octobre, le Ministère de la justice, rejoint par 11 Etats, a engagé une action antitrust au niveau fédéral contre Google pour abus de monopole en ce qui concerne la recherche en ligne. En décembre, la Federal Trade Commission a intenté un procès historique contre

Facebook pour ses actions anticoncurrentielles, rejointe par 48 procureurs généraux. Ces actions ont été rapidement suivies d'un procès intenté par 38 procureurs généraux, qui contestent le moteur de recherche principal de Google, considéré comme un moyen anticoncurrentiel de bloquer ses rivaux et de privilégier ses propres services.

Les dispositions antitrusts sont importantes pour deux raisons: elles signalent que la démocratie est à nouveau en marche, et elles rendent légitime une plus grande surveillance réglementaire des entreprises désignées comme dominantes sur le marché. Mais lorsqu'il s'agit de faire échec au coup d'Etat épistémique, elles ne sont pas à la hauteur. Voici pourquoi.

Le recours aux dispositions antitrust rappelle les pratiques anticoncurrentielles et les concentrations de pouvoir économique des monopoles de l'âge d'or. Comme l'explique Tim Wu, un champion de la lutte antitrust, dans le Times, «la stratégie de Facebook a été semblable à celle de John D. Rockefeller à la Standard Oil dans les années 1880. Les deux entreprises scrutent le marché, à la recherche de concurrents potentiels, puis les achètent ou les enterrent.» Il ajoute que «c'est précisément ce modèle commercial que le Congrès a interdit en 1890» avec la loi antitrust Sherman. C'est vrai, Facebook, Google et Amazon, entre autres, sont des capitalistes impitoyables autant qu'ils sont des capitalistes de surveillance impitoyables, mais se focaliser exclusivement sur leur pouvoir de monopole le comparant à celui qu'avait la Standard

Aucune société ne peut tout policer tout le temps, et encore moins une société démocratique. Une société saine repose sur un consensus sur ce qui est une déviance et ce qui est normal

Oil soulève deux problèmes. Tout d'abord, les résultats de l'arsenal antitrust ne sont pas si probants, même selon les critères de ses défenseurs de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, et selon leur objectif d'en finir avec les concentrations injustes de pouvoir économique dans l'industrie pétrolière. Ainsi, en 1911, une décision de la Cour suprême a divisé la Standard Oil en 34 sociétés de combustibles fossiles. La valeur combinée de ces sociétés s'est avérée supérieure à celle de l'entreprise d'origine. Les plus grandes des 34 sociétés ont profité de tous les avantages de l'infrastructure et l'échelle de la Standard Oil et se sont rapidement orientées vers des fusions et des acquisitions, devenant des empires de combustibles fossiles à part entière, notamment Exxon et Mobil (qui est devenue ExxonMobil), Amoco et Chevron.

Un deuxième problème, bien plus important, avec la loi antitrust est que, s'il peut être important de s'attaquer aux pratiques anticoncurrentielles d'entreprises impitoyables, cela ne suffit pas à traiter les méfaits du capitalisme de surveillance, pas plus que la décision de 1911 ne traitait des méfaits de la production et de la consommation de combustibles fossiles. Plutôt que d'évaluer Facebook, Amazon ou Google à travers une lentille du XIXe siècle, nous devrions réinterpréter le cas de la Standard Oil dans la perspective de notre siècle.

Faisons cette autre expérience intellectuelle: imaginons que l'Amérique de 1911 ait compris la science du changement climatique. En ce cas, le tribunal aurait statué sur les pratiques anticoncurrentielles de la Standard Oil tout en ignorant un volet de l'affaire bien plus conséquent – à savoir que l'extraction, le raffinage, la vente et l'utilisation des combustibles fossiles

siles allaient détruire la planète. Si les juristes et les législateurs de l'époque avaient volontairement ignoré ces faits, nous aurions considéré leurs actions comme une tache sur l'histoire américaine.

A l'époque en effet, le tribunal n'avait pas voulu voir les menaces pour les travailleurs et les consommateurs américains, bien plus pressantes. Un historien du droit américain, Lawrence Friedman, a décrit la loi antitrust Sherman comme «une sorte de fraude» qui n'a guère servi qu'à satisfaire des «besoins politiques». Selon lui, le Congrès «devait répondre à l'appel à agir» – agir, quelle que soit l'action – «contre les trusts», et cette loi était sa réponse. A l'époque comme aujourd'hui, les gens réclamaient une action puissante.

Ils se sont donc tournés vers la loi, seule force capable de rétablir l'équilibre des pouvoirs. Mais il a fallu des décennies pour que les législateurs s'attaquent enfin aux véritables sources de préjudice en codifiant de nouveaux droits pour les travailleurs et les consommateurs. Le National Labor Relations Act, qui garantit le droit de se syndiquer tout en réglementant les actions des employeurs, n'a été promulgué qu'en 1935, soit 45 ans après le Sherman Antitrust Act. Mais nous, nous n'avons pas à attendre 45 ans – ou 10, ou 20 ans – pour nous attaquer aux véritables méfaits du coup d'Etat épistémique et à leurs causes.

Il peut y avoir de bons arguments antitrusts pour démanteler les grands empires technologiques, mais le découpage de Facebook ou de n'importe lequel de ces autres Exxon, Chevron ou Mobil en version capitaliste de surveillance, ne nous protégerait pas des dangers clairs, immédiats, du capitalisme de surveillance. Notre époque exige davantage.

2. De nouvelles conditions appellent de nouveaux droits

L'émergence de nouveaux droits répond à l'évolution des conditions de vie. L'engagement du juge Louis Brandeis en faveur du droit à la vie privée, par exemple, a été dopé par la diffusion de la photographie et sa capacité à envahir et à voler ce qui était considéré comme privé.

Une civilisation démocratique de l'information ne peut progresser sans de nouvelles chartes des droits épistémiques qui protègent les citoyens contre l'invasion et le vol à grande échelle imposés par l'économie de la surveillance. Pendant la majeure partie de l'ère moderne, les citoyens des sociétés démocratiques ont considéré l'expérience d'une personne comme indissociable de l'individu – inaliénable. Il s'ensuit que le droit de connaître son expérience a été considéré comme élémentaire, lié à chacun d'entre nous comme une ombre. C'est à chacun de nous de décider si et comment notre expérience est partagée, avec qui et dans quel but.

En 1967, le juge William Douglas a soutenu que selon les auteurs de la Déclaration des droits, «l'individu devait avoir la liberté de choisir lui-même le moment et les circonstances où il partagerait ses secrets avec d'autres, et la liberté de décider de l'étendue de ce partage». Cette «liberté de choisir» est le droit épistémique élémentaire de se connaître soi-même, la cause dont découle toute vie privée.

Par exemple, en tant que détenteur naturel de mes droits, je ne donne pas à la reconnaissance faciale d'Amazon le droit de connaître et d'exploiter ma peur du ciblage et des prédictions comporte-

mentales qui profitent aux objectifs commerciaux d'autrui. Ce n'est pas simplement que mes sentiments ne sont pas à vendre, c'est que mes sentiments sont invendables parce qu'ils sont inaliénables. Je ne donne pas ma peur à Amazon, mais ils me la prennent quand même, comme une donnée de plus parmi les milliers de milliards de données fournies à leurs machines ce jour-là. Nos droits épistémiques élémentaires ne sont pas codifiés dans la loi parce qu'ils n'ont jamais été systématiquement menacés, pas plus que nous n'avons de lois pour protéger notre droit de nous lever, de nous asseoir ou de bâiller.

Mais les capitalistes de la surveillance ont déclaré leur droit à connaître nos vies. Ainsi s'ouvre une nouvelle ère, fondée sur et protégée par la doctrine non écrite de l'exceptionnalisme de la surveillance. Désormais, le droit, autrefois considéré comme acquis, de savoir et de décider de qui sait ce qui nous concerne, ce droit doit être codifié dans la loi et protégé par des institutions démocratiques, si l'on veut qu'il existe.

3. Des préjugés sans précédent exigent des solutions sans précédent

Tout comme les nouvelles conditions de vie révèlent la nécessité de nouveaux droits, les préjugés provoqués par le coup d'Etat épistémique exigent des solutions spécifiques. C'est ainsi que le droit évolue, grandit et s'adapte d'une époque à l'autre.

Lors des débats sur les nouvelles conditions imposées par le capitalisme de surveillance, la plupart des discussions sur le droit et la réglementation se concentrent en aval sur des arguments concernant les données, notamment leur confidentialité, leur accessibilité, leur transparence et leur portabilité, ou sur des projets visant à acheter notre consentement en payant (des sommes minimes) pour nos données. En aval, c'est là que l'on discute de la modération des contenus et des bulles de filtres, que les législateurs et les citoyens se fâchent face à des dirigeants qui résistent.

Car les entreprises veulent que nous nous positionnions là, en aval. Que nous nous absorbions dans les détails du contrat de propriété au point d'en oublier le vrai problème, à savoir que leur revendication de propriété elle-même est illégitime.

Alors quelles solutions sans précédent peuvent-elles répondre aux dommages sans précédent du coup d'Etat épistémique?

D'abord, il nous faut nous rendre en amont des opérations de collecte de données de la surveillance commerciale, et y mettre fin. En amont, le permis de voler opère des miracles implacables, employant des stratégies de surveillance pour transformer le plomb de l'expérience humaine – ma peur, leur conversation au petit-déjeuner, votre promenade dans le parc – en or des données propriétaires. Nous avons besoin de cadres juridiques qui interrompent et rendent illégale cette extraction à grande échelle de l'expérience humaine. Des lois qui stoppent la collecte de données mettraient fin aux chaînes d'approvisionnement illégitimes du capitalisme de surveillance. Les algorithmes qui recommandent, micro-ciblent et manipulent, ainsi que les millions de prédictions comportementales diffusées à la seconde, ne peuvent pas exister sans les billions de données qui leur sont fournies chaque jour.

Ensuite, nous avons besoin de lois qui relient la collecte de données aux droits fondamentaux, et

l'utilisation des données au service public, en répondant aux besoins réels des personnes et des communautés. Les données ne doivent plus alimenter une guerre de l'information menée contre des innocents.

Troisièmement, nous devons interrompre les incitations financières qui rémunèrent l'économie de la surveillance. Nous pouvons interdire les pratiques commerciales qui exigent la collecte rapace de données: les sociétés démocratiques ont interdit le commerce des organes humains et des bébés. Et le commerce des êtres humains a été mis hors la loi, même lorsqu'il soutenait des économies entières.

Ces principes façonnent déjà l'action démocratique. La Federal Trade Commission a lancé une étude sur les entreprises de médias sociaux et de diffusion de vidéos moins d'une semaine après avoir engagé des poursuites contre Facebook, et elle a déclaré qu'elle avait l'intention de «soulever le capot» des opérations internes «pour étudier attentivement le moteur». Dans une déclaration, trois commissaires s'en sont pris aux entreprises technologiques «capables de surveiller et de monétiser [...] nos vies personnelles», ajoutant que «trop de choses dans ce secteur restaient dangereusement opaques».

Si elles sont adoptées, les propositions législatives révolutionnaires de l'Union européenne et de la Grande-Bretagne commenceront à institutionnaliser ces trois principes. Le cadre de l'Union européenne assurerait une gouvernance démocratique des boîtes noires des opérations internes des plus grandes plateformes, avec un audit complet et un pouvoir de mise en oeuvre. Les droits fondamentaux et l'Etat de droit ne disparaîtraient plus à la cyberfrontière, puisque les législateurs insistent sur «un environnement en ligne qui soit sûr, prévisible et digne de confiance». En Grande-Bretagne, le projet de loi sur les préjudices en ligne établirait un «devoir de diligence» légal qui rendrait les entreprises technologiques responsables des préjudices publics et inclurait de nouvelles autorités et un nouveau pouvoirs de mise en oeuvre étendus.

Deux phrases souvent attribuées au juge Brandeis figurent dans l'impressionnant rapport antitrust de la sous-commission du Congrès. «Nous devons faire un choix. Nous pouvons avoir la démocratie, ou nous pouvons avoir une concentration de richesse entre les mains de quelquesuns, mais nous ne pouvons pas avoir les deux.» Cette déclaration si pertinente à l'époque de Brandeis reste un commentaire piquant de l'ancien capitalisme tel que nous le connaissons, mais elle ne sait rien de ce nouveau capitalisme qui nous connaît. Sauf si la démocratie révoque le permis de voler et remet en question le modèle économique et les opérations de la surveillance commerciale, le coup d'Etat épistémique va affaiblir la démocratie et finira par la transformer. Nous devons faire un choix. Nous pouvons avoir la démocratie, ou nous pouvons avoir la société de surveillance, mais nous ne pouvons pas avoir les deux.

Nous avons une civilisation de l'information démocratique à construire, et il n'y a pas de temps à perdre.

Alors que les Chinois ont conçu et déployé des technologies numériques pour faire progresser leur système de régime autoritaire, l'Occident est resté dans le compromis